

ACTION URGENTE

CHINE. UN AVOCAT AYANT DÉFENDU DES ÉGLISES A ÉTÉ LIBÉRÉ
Un avocat de renom spécialiste des droits humains qui a défendu des églises résistant contre l'enlèvement de leurs croix a été libéré le 23 mars après sept mois de détention.

L'avocat de renom spécialiste des droits humains **Zhang Kai**, âgé de 37 ans, a publié sur ses comptes WeChat et Weibo le 23 mars au soir un message indiquant qu'il était « bien rentré chez [lui] en Mongolie intérieure » et remerciait les amis ayant montré de la sollicitude envers lui et sa famille pendant sa détention. Sa libération a également été confirmée par ses proches. Cependant, Zhang Kai n'a pas précisé la raison de sa soudaine remise en liberté.

Il avait été transféré au centre de détention de Wenzhou le 26 février pour son incarcération. La veille, il était passé sur une chaîne de la télévision d'État chinoise, dans un enregistrement vidéo d'« aveux » dans lesquels il disait avoir « violé la législation nationale, troublé l'ordre social et mis en danger la sécurité nationale ». Ces « aveux » avaient probablement été faits sous la contrainte. Il était détenu parce que soupçonné d'avoir « volé, obtenu par espionnage, acheté ou fourni illégalement des secrets d'État ou des renseignements » à des agents étrangers, et d'avoir « troublé l'ordre social ».

Le 25 août 2015, Zhang Kai a été emmené par la police alors qu'il se trouvait dans une église à Wenzhou, dans la province du Zhejiang (sud-est de la Chine). Il a été placé en « résidence surveillée » dans un lieu n'appartenant pas au système officiel de détention, sans pouvoir contacter ses avocats ni sa famille. Ses deux assistants, **Liu Peng** et **Fang Xiangui**, ont été arrêtés en même temps que lui mais ils ont été relâchés le 11 décembre.

Zhang Kai a fourni une assistance juridique à plusieurs communautés religieuses de la province du Zhejiang après que les autorités ont commencé, fin 2013, à démolir des églises et à retirer les croix et les crucifix. Selon des militants, plus de 1 500 croix ont été arrachées et plusieurs églises détruites en l'espace de quelques mois, après une intensification des démolitions en 2015. Zhang Kai fait partie des plus de 200 avocats et militants pris pour cibles dans le cadre d'une campagne de répression menée dans tout le pays depuis juillet 2015.

Un grand merci à toutes les personnes qui ont participé à cette action. Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes.

Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 190/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/3559/2016/fr/>.

Noms : Zhang Kai, Liu Peng, Fang Xiangui
Hommes

Informations complémentaires sur l'AU 190/15, ASA 17/3715/2016, 25 mars 2016

AMNESTY
INTERNATIONAL

